

---

## Régine Karlin-Orfinger

Jacqueline Wiener-Henrion

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/1102>

DOI : 10.4000/cmc.1102

ISSN : 2684-3080

### Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2004

Pagination : 187-200

ISSN : 1377-1256

### Référence électronique

Jacqueline Wiener-Henrion, « Régine Karlin-Orfinger », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 5 | 2004, mis en ligne le 01 novembre 2020, consulté le 29 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/1102> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.1102>

---

## Régine Karlin-Orfinger

### Jacqueline Wiener-Henrion

Régine Karlin naît le 26 mai 1911 à Anvers dans un milieu aisé. Elle est la petite-fille d'Elias Karlin, l'un des fondateurs de l'école Tachkemoni d'Anvers, et la fille de Grégoire Karlin, diamantaire russe immigré, originaire de Moghilev, installé à Anvers au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Ce dernier épouse en 1903 Rose Aschkenazy, originaire de Varsovie. « Mes parents étaient parfaitement intégrés. Mon père était franc-maçon. Nous fréquentions tous les milieux. J'ai été à l'école communale, puis à l'athénée d'Anvers pour jeunes filles. Les traditions étaient peu apparentes à la maison, si bien qu'à 18 ans, j'annonçai à mes parents qu'étant athée, je ne tenais plus à respecter aucune obligation religieuse. Cela ne provoqua guère de remous... »

Régine Karlin a deux frères : Henri et Maurice, ses aînés respectivement de 7 et 5 ans. Un premier drame la frappe en 1927 : son frère Henri, qui avait mené des études d'ingénieur à l'Université de Liège, se noie dans la Meuse. Il a 22 ans.

Études de droit à l'Université libre de Bruxelles terminées, Régine Karlin prête serment au barreau d'Anvers en 1934. Elle devient ainsi l'une des toutes premières femmes dont l'inscription à l'Ordre des Avocats d'Anvers est acceptée. Ce statut à la pointe de l'émancipation féminine au Palais l'amène assez naturellement à créer un mouvement des femmes juristes : « À l'époque, de manière générale, les groupements dont les femmes étaient exclues étaient nombreux. Je le supportais très mal. Je suis d'ailleurs entrée chez les francs-maçons aussitôt que les femmes y furent admises, dans les années trente. »

---

<sup>1</sup> Voir à son propos J.-Ph. Schreiber, *Dictionnaire biographique des Juifs de Belgique – Figures du judaïsme belge XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles*, Bruxelles, 2002, p. 191.

## Les années sombres

Les temps sont à l'intolérance. Dès 1939, la *Vlaamsche Conferentie* (la Conférence du Jeune Barreau néerlandophone d'Anvers) crée un précédent en excluant les avocats juifs de ses rangs. Néanmoins, lorsque surviennent les ordonnances allemandes du 28 octobre 1940 interdisant aux Juifs de Belgique, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941, l'exercice du métier d'avocat, le Conseil de l'Ordre anversois ne suit pas immédiatement la même ligne de conduite. Le malaise est pourtant bien réel car, quelques mois plus tard, le 9 avril 1941, ce même Conseil de l'Ordre décide de convoquer les avocats concernés afin de leur permettre de présenter leur défense<sup>2</sup>. Jusqu'à cette date – elle a entre-temps épousé Lucien Orfinger, un ingénieur à la Bell Telephone diplômé de l'Université de Liège<sup>3</sup> –, Régine Karlin restera donc collaboratrice au cabinet Grijspeerdt, Hebbelynck et Van der Donckt (ce dernier est secrétaire de l'Ordre), où elle a presté son stage. « L'antisémitisme a commencé à me gêner, au barreau d'Anvers, lorsqu'en 1939, la *Vlaamsche Conferentie* décida d'exclure les avocats juifs, en tout dix-sept confrères. Au début, j'ai pris cela avec le sourire. Lorsque les ordonnances allemandes d'octobre 1940 entrèrent en vigueur, je cessai de plaider, mais je continuai à traiter les dossiers dont j'avais la charge, chez mon patron. »

Régine Orfinger ne plaide plus, certes, mais lorsqu'elle se présente, le 28 avril 1941, devant le Conseil de l'Ordre afin de « formuler des observations ou présenter [sa] défense [...] sur la question de savoir si [elle doit] ou non rester inscrit[e] au Tableau des avocats [...] vu le § 1 de l'ordonnance du 28 octobre 1940, qui décide que les Juifs ne peuvent être avocats », elle est la seule des quatre confrères qui ont répondu à

---

<sup>2</sup> Sur l'attitude du barreau d'Anvers : L. Saerens, *Vreemdeling in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking 1980-1944*. Tielt, 2000, pp. 576-581 ; J. Verstraete, *De jodenverordeningen en de Antwerpse balie*, Bruxelles, 2001.

<sup>3</sup> Sur Lucien Orfinger : dossier personnel, Service des Victimes de la Guerre, n° 60288 et PP AD 2156 (30522 / AD2156) ; dossier personnel, HRG-A/N Archives (Défense nationale) ; H. Orfinger, *Biographie de Lucien Orfinger (1913-1944)*, 1986, inédit ; J. Gotovitch, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944*, Bruxelles, 1992, p. 552 ; *Nouvelle biographie nationale*, t. 4, 1997, pp. 285-286 ; J.-Ph. Schreiber, *Dictionnaire biographique...*, op. cit., pp. 266-267, notice de L. Orfinger.

la convocation à déposer une note motivée contestant la décision allemande<sup>4</sup>. « La question posée au Conseil de l'Ordre est la suivante : les avocats juifs doivent-ils être rayés du Tableau de l'Ordre afin que le Conseil puisse justifier s'être en tous points conformé à l'ordonnance du 28 octobre 1940 de l'autorité compétente. La réponse à cette question est non. L'ordonnance dit expressément qu'à partir du 31 décembre 1940, les Juifs ne pourront plus être avocats, c'est-à-dire qu'ils ne pourront plus exercer la profession d'avocat. En effet, le texte français de l'ordonnance est libellé comme suit : “ni exercer la profession d'avocat”. Le paragraphe 4 de l'ordonnance dispose : “Les Ministères qui sont compétents pour les administrations publiques concernées et pour le surplus, le Ministère de l'Intérieur, sont chargés de l'exécution de cette ordonnance. Le Ministère de l'Intérieur prendra les dispositions exécutoires nécessaires”. Nous remarquons que le Conseil de l'Ordre n'est pas repris dans l'ordonnance comme chargé de l'exécuter. Le Ministère de la Justice, seul compétent, n'a pris aucune mesure pour les avocats et quant aux magistrats qui, en application de l'ordonnance, ne peuvent plus siéger, ils n'ont été privés ni de leur droit au titre ni de leur droit au traitement. » Et de poursuivre : « Je me suis conformée aux obligations qui m'étaient imposées par l'ordonnance : depuis le 31 décembre 1940, je n'exerce plus ma profession. En honneur et conscience, il ne m'a pas paru nécessaire de demander mon omission du Tableau de l'Ordre des avocats puisque je n'exerce aucune activité qui serait incompatible avec le port du titre d'avocat. Je dois, une fois de plus, rappeler que l'ordonnance qui m'enlève le droit de pratiquer ma profession ne se réfère pas au Tableau des avocats. Dans ces conditions, il m'est impossible de demander mon omission du Tableau sans trahir mon serment et mon sentiment de l'honneur. Le Conseil de l'Ordre doit donc décider si je mérite que mon nom soit radié du Tableau. L'exclusion et la radiation sont en effet des peines disciplinaires, qui ne sont possibles que dans des cas graves. Il ne peut être question d'une “radiation administrative”, d'après l'expression employée par Monsieur le Bâtonnier. La jurisprudence est unanime : l'exclusion du Tableau de l'Ordre est une radiation expresse, que ce soit dans le cas d'une peine disciplinaire, ou dans un

---

<sup>4</sup> Voir L. Saerens, *Vreemdelingen...*, *op. cit.*, pp. 578-579.

des cas d'incompatibilité prévus dans l'article 18 du décret du 18 décembre 1810 [...] Les membres du Conseil de discipline doivent, en âme et conscience, décider s'ils trouvent convenable, de leur propre initiative, d'aggraver une situation qui me paraît suffisamment pénible. »<sup>5</sup>

Aucune réponse n'est accordée à cette note mais, en sa séance du 9 juin 1941, le maintien des avocats visés par l'ordonnance est décidé à la majorité par le Conseil de l'Ordre, ce qui provoque de vives protestations non seulement dans la presse d'extrême droite, mais même au sein de la rédaction d'un hebdomadaire d'information juridique censé éloigné de toute politique, *Het Juristenblad*. Ce journal exige l'exclusion immédiate des avocats juifs et stigmatise l'attitude antinationale des membres du Conseil de l'Ordre.

Le 3 juillet 1941, celui-ci tient une nouvelle séance et, à l'unanimité cette fois, décide que les avocats inscrits au registre des Juifs ou appartenant à la communauté juive ou pour lesquels un doute existe quant à leur origine juive, seront exclus du Tableau de l'Ordre et de la liste des stagiaires. Régine Karlin, épouse Orfinger, figure parmi les dix-sept avocats nommément désignés. Quant aux avocats du Conseil de l'Ordre présents lors du vote en faveur de cette décision, on trouve, entre autres, parmi eux M<sup>c</sup> Van der Donckt, associé au cabinet où collabore Régine Orfinger.

« Je continuai à travailler et mon patron me paya de la main à la main... Il y eut une première dénonciation quand j'étais le conseil de la Ville d'Anvers. Quand j'intervins auprès des organisations juives afin qu'elles détruisent les archives me concernant, je me vis opposer un refus : "Comment ! Êtes-vous honteuse d'être juive ?" Ensuite – c'était en mars 1941 – j'ai été invitée à dîner. Le but de cette invitation était bien précis : que je demande mon omission du Tableau de l'Ordre. J'ai évidemment refusé. Je fus alors convoquée à me présenter, le 28 avril, devant le Conseil de l'Ordre, et ce en même temps que trois autres avocats également visés par les ordonnances allemandes, et je déposai une note motivée à laquelle jamais je ne reçus de réponse. En juillet 1941, je fus exclue du barreau et restai à Anvers jusqu'en 1942. »

---

<sup>5</sup> Documents de Régine Orfinger-Karlin concernant les avocats juifs au barreau d'Anvers, « Nota », CEGES, AA 754. Traduit du néerlandais.

Malgré la position officielle du barreau anversois, elle décide de persévérer au cabinet Grijspeerdt. Parallèlement, elle participe à l'évacuation d'enfants juifs. Son refus de l'oppression grandissante l'amène dans ce contexte à multiplier les actes périlleux, comme de rencontrer Erich Holm, le chef de la *Gestapo* anversoise. Elle offre ses services à l'*Ezra* – une institution juive qui existait déjà avant la Première Guerre mondiale et dont son père assure la vice-présidence depuis 1906 – au sein de laquelle elle aide les réfugiés juifs sans papiers ni autorisation de séjour.

Lorsque l'Association des Juifs en Belgique (AJB) s'installe dans les locaux de l'*Ezra*, Régine Orfinger va, à contre-cœur, leur remettre les clefs de la maison et refuse l'offre qui lui est faite d'y collaborer en ces termes : « Moi, je travaille contre les Allemands et je vous dis m... ! »

### La lutte clandestine

Le mari de Régine, Lucien Orfinger, est un résistant de la première heure. C'est un ami intime de Jean Guillissen, appartenant comme lui à la promotion 1936 de l'École polytechnique de l'Université libre de Bruxelles. Il entre dans la lutte armée clandestine contre l'occupant nazi, au sein de ce qui va vite devenir les Partisans armés, mouvement se structurant sous l'impulsion et le contrôle du Parti communiste. En 1941, il quitte son domicile anversois et, avec son beau-frère Maurice Karlin, s'installe à Bruxelles chez ses propres parents. « Dès les premiers mois de 1941, j'achetai des kilos de chlorate de potassium afin de leur permettre de fabriquer des bombes. Lorsque Lucien partit pour Bruxelles, je continuai à assurer leur approvisionnement et leur apportai, en train, la marchandise. »

Lorsque Régine Orfinger arrive à son tour à Bruxelles en mai 1942, elle se voit assigner la fonction de courrier, notamment de Jean Bastien, un dirigeant de la Résistance, qui la connaît du barreau, lorsque avant-guerre elle venait plaider dans la capitale<sup>6</sup>. Elle livre donc des messages, des armes.

Puis c'est le drame : nous sommes en mai 1943. « Notre fils aîné, Henri, avait trois ans, lorsque Lucien, sous une fausse identité, fut ar-

---

<sup>6</sup> J. Gotovitch, *Du rouge...*, *op. cit.*, p. 474.

rété. C'était en rue, le 19 ou le 21 mai. Il y avait des explosifs, ainsi qu'un manuel explicatif, sur son vélo. En juillet, pendant son incarcération à Breendonk, il m'a écrit deux lettres. Il y parlait de la joie et de la signification de la vie, car il avait appris que j'attendais notre deuxième enfant. Cette naissance prolongeait, en quelque sorte, son idéal ; il fallait continuer à vivre au moment où on avait peur de la mort... Ces lettres me furent remises par un soldat allemand à qui je donnai un kilo de café, dont coût 1.700 francs, ce qui représentait pour lui plus d'un mois de pécule. Ce soldat se fit prendre et fut envoyé sur le front russe. Quant à mon mari, il se fit battre comme plâtre et eut à subir le cachot. » Une fois la véritable identité de Lucien Orfinger dévoilée sur dénonciation, il est déplacé dans l'enceinte réservée aux Juifs et fusillé comme otage à Breendonk fin février 1944. Convaincue de la responsabilité personnelle de Pierre Nothomb en dépit des dénégations de celui-ci, elle n'est pas intervenue dans son procès après guerre car, « veuve avec deux enfants, [elle avait] d'autres problèmes à régler »<sup>7</sup>.

« C'est par le journal *Le Soir* que j'ai appris la mort de Lucien. Mon fils cadet n'a jamais connu son père. Jean Fonteyne disait que c'était une joie pour tous les prisonniers, en plus du père, d'apprendre la naissance d'un enfant. »

Au péril de sa vie, Régine Orfinger, enceinte, poursuit le combat et cache des armes sous ses rondeurs que dessine la vie naissante. Sous un faux nom, Régine Orfinger accouche en novembre 1943 de son second fils, Pierre, lequel est déclaré sous sa véritable identité. Les infirmiers s'exclament qu'ils n'ont jamais vu d'enfant sans mère, mais de père déclaré. Tant il est vrai que Régine Orfinger est de taille à renverser l'adage « *mater semper certa est* »...

Ensuite, Régine Orfinger déménage dans le Namurois, où elle continue ses activités de résistance sous les ordres d'Émile Altorfer<sup>8</sup>. Elle sillonne à vélo les routes de campagne, organise sabotages, fabrication de faux papiers et, lorsque Altorfer est à son tour assassiné en juin 1944,

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, pp. 551-552.

<sup>8</sup> Voir notamment *Ibid.*, p. 469.

elle reprend la direction du groupe de Namur et continue ses activités de courrier et de sabotage jusqu'à la fin de la guerre<sup>9</sup>.

### Les combats d'après-guerre

Le 25 septembre 1944, Régine Orfinger reçoit notification d'une décision prise à l'unanimité par le Conseil de l'Ordre des avocats du barreau d'Anvers, aux termes de laquelle celui-ci a décidé la réinscription de tous les avocats juifs d'Anvers survivants exclus en juillet 1941 à leur rang d'ancienneté au Tableau ou à la liste des stagiaires : « Vu la décision du Conseil de l'Ordre du 3 juillet 1941 par laquelle, en application de l'ordonnance du 26 [sic] octobre 1940 émanant du pouvoir occupant, imposée au barreau d'Anvers par l'insistance des autorités allemandes, les confrères israélites ont été omis du Tableau de l'Ordre ou de la liste des stagiaires ; Considérant que cette décision a été imposée au barreau malgré les efforts faits pour tempérer le caractère haïssable de cette mesure ; Considérant que par la libération de la ville, ni les confrères israélites, ni le Conseil ne sont encore sous la contrainte de l'administration militaire allemande ; qu'il convient, donc, comme toute première mesure, de rendre l'entièreté de leurs droits aux confrères qui ont été touchés par l'ordonnance ; Par ces motifs, le Conseil de l'Ordre, à l'unanimité des voix, annule la décision du 3 juillet 1941 ; Exprime sa sympathie aux confrères qui ont été touchés par cette mesure et décide que ceux-ci sont d'office réinscrits soit au Tableau, soit sur la liste des stagiaires sous le numéro qu'ils avaient précédemment<sup>10</sup>. » Régine Orfinger refuse de donner suite à cette "magnanimité" repentante et s'inscrit au barreau de Bruxelles, dont l'attitude à l'égard tant des autorités occupantes que des ordonnances allemandes

---

<sup>9</sup> Dossier personnel Régine Orfinger, dossier personnel, IIRG-A/N Archives (Défense nationale) ; dossier personnel CARCOB, 2438 ; documents Régine Orfinger concernant la Résistance, CEGES, AA 810 ; M. Steinberg, *L'étoile et le fusil III. La traque des Juifs, 1942-1944*, vol. 2, Bruxelles, 1986, pp. 128 et 155.

<sup>10</sup> Beslissing van den Raad der Orde van Advocaten der Balie van Antwerpen in dato 11 september 1944, CEGES, AA 754. Traduit du néerlandais.



d'octobre 1940 avait été nettement opposée à celle de son homologue anversoïse<sup>11</sup>.

La résistance de Régine Orfinger, même si elle avait pris fin avec la guerre, aurait déjà mérité estime et reconnaissance. C'est bien mal la connaître que d'imaginer que le retour de la paix la démobiliserait. En effet, parfaite bilingue – et même polyglotte, puisqu'elle maîtrise l'anglais et le russe, outre le français et le néerlandais –, Régine Orfinger, dans ce Palais de Justice bruxellois qu'elle affectionne, entame une brillante carrière d'avocat empreinte, pour les causes qu'elle estime justes, d'un militantisme dont elle ne se départira jamais. La résistance, pour elle, se décline à l'endroit de tous les racismes, qu'ils visent le Juif, l'Arabe ou le Gitan, et de toutes les inégalités, qu'elles frappent des femmes ou des indigents.

Cela commence avec son implication au ministère belge du Rapatriement et, par ailleurs, à l'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre (AIVG), devenu aujourd'hui le Service social juif<sup>12</sup>. Régine Orfinger y apporte son concours en veillant à la récupération des enfants juifs cachés dans des institutions chrétiennes, en plaidant les "réparations" de guerre en faveur des victimes juives de la barbarie nazie ou pour la naturalisation d'enfants juifs étrangers et orphelins<sup>13</sup>.

À l'AIVG, Régine Orfinger travaille avec Karl Zeilinger ainsi qu'avec des assistantes de l'*American Jewish Joint Distribution Committee*, principal soutien financier de l'institution. Il lui arrive d'estimer qu'il vaudrait mieux, pour certains enfants, rester dans leur famille adoptive. Elle défend corps et âme la position de l'AIVG et permet ainsi à nombre d'orphelins de retrouver un parent ou un environnement juif. Ce travail l'a fort marquée : « Les dossiers des enfants étaient très émouvants. Car on ne jouait pas avec le droit, ce n'étaient

---

<sup>11</sup> Pour l'attitude du barreau de Bruxelles face aux ordonnances allemandes : M. Steinberg, *L'étoile et le fusil I. La question juive 1940-1942*, Bruxelles, 1983, pp. 113-116 ; *Id.*, *Un pays occupé et ses Juifs. Belgique entre France et Pays-Bas*, Bruxelles, 1998 ; J. Wiener-Henrion, *Le barreau francophone sous l'occupation nazie*, inédit.

<sup>12</sup> Sur l'AIVG : C. Massange, *Bâtir le lendemain. L'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre et le Service Social Juif de 1944 à nos jours*, Bruxelles, 2002.

<sup>13</sup> Voir V. Vandendaele, « Tot wie behoort de ziel van het kind ? De herintegratie van de kinderen in de joodse gemeenschap na de Tweede Wereldoorlog », dans *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 13, 2004, à paraître.

guère des cas qu'on "résolvait". C'était avant tout avec nos tripes que nous étions engagés. » Les rescapés des camps sont aussi l'objet de toute son attention. Pour ceux d'entre eux qui ne vivaient pas en Belgique avant la guerre (les "transitaires"), elle s'efforce d'obtenir des conditions de séjour conformes à la loi<sup>14</sup>. Soutenu financièrement par le *Joint* et avec l'aide du gouvernement belge, son travail est couronné de nombreux succès.

Régine Orfinger s'investit également dans l'UNWRA (en français : Office de secours et de travaux des Nations-Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), puis contribue en 1954, avec Georges Aronstein, Henri Rolin et Jules Wolf, à la refondation de la Ligue belge des Droits de l'Homme<sup>15</sup>. Elle sera successivement membre de son Comité central, de son Conseil d'administration et, en mars 1996, sa présidente d'honneur.

Elle défend aussi inlassablement la cause des femmes. On la voit à la tête des revendications de 1966, lorsqu'elle crée un comité "À travail égal, salaire égal" à l'occasion d'une importante grève des "femmes-machines" de la fabrique nationale d'armes d'Herstal. Aux côtés du docteur Willy Peers (1973), elle milite pour la dépénalisation de l'avortement, ce qui la conduit bien vite à plaider nombre de dossiers liés à cette cause (et notamment dans l'affaire Hubinon). Elle participe aussi, dans les années 80, à la création de la Maison des Femmes.

Régine Orfinger collabore longtemps avec son confrère Jules Wolf. Prononçant l'éloge funèbre de ce dernier, en mars 1987, le bâtonnier Wolters cite une lettre adressée par Jules Wolf : « Ma chère Régine [...], j'annexe à la présente un article sur la grossesse chez l'homme, ce qui est de nature à éliminer enfin définitivement la discrimination dont je vous ai parlé... »

La vocation de résistante de cette grande humaniste ne se limite pas au féminisme : elle plaide souvent pour le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie (MRAX) et, comme l'accès à

---

<sup>14</sup> Sur les réfugiés juifs, voir F. Caestecker, *Vluchtelingenbeleid in de naoorlogse periode*, Brussel, VUB Press, 1992 ; *Id.*, « Holocaust Survivors in Belgium 1944-1949 – Belgian Refugee Policy and the Tragedy of the *Endlösung* », dans *Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte*, XXVII, 1998, pp. 353-381.

<sup>15</sup> Sur Georges Aronstein, voir J.-Ph. Schreiber, *Dictionnaire biographique...*, *op. cit.*, pp. 33-34 ; sur Jules Wolf, *Ibid.*, p. 365.

la justice pour tous fait aussi partie de ses combats, participe à la création du Syndicat des Avocats pour la Démocratie, qui succède à un collectif d'avocats de gauche.

En 2000, au crépuscule d'une existence exempte de préjugés ou d'attitudes sectaires qui lui vaut aussi d'être, dans l'ombre, co-auteur d'une loi belge contre le racisme, Régine Orfinger se soucie encore et toujours de l'accueil des réfugiés : « Cela me semble tellement évident qu'un pays riche comme le nôtre doit être le plus hospitalier possible envers les personnes qui souffrent en raison de leurs opinions politiques. Mais qu'importe, finalement, les raisons politiques ou économiques qui les amènent ici : c'est une distinction hypocrite, mal pensée. Notre pays ne fait pas assez pour les réfugiés. Le principe de l'expulsion est honteux, indigne d'une démocratie. Il faut le combattre sans relâche. »

Conseillère et avocate consultée régulièrement par le Service social juif, Régine Orfinger n'hésite pas, tout au long de son existence, à se déclarer "antisioniste", à se lier d'amitié avec des militants palestiniens et à défendre la veuve de Naïm Khader, le représentant en Belgique de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), assassiné le 1<sup>er</sup> juin 1981. Et jusqu'à l'approche de ses 90 ans, elle participe aux réunions du conseil d'administration de la Ligue des Droits de l'Homme ou préside, de sa voix rocailleuse, la colonne « étrangers » du barreau de Bruxelles.

Régine Karlin, épouse Orfinger, s'éteint à Bruxelles le 28 décembre 2002.

C'était une femme optimiste de nature : persuadée qu'il y aurait toujours des jeunes pour défendre les idées de liberté et combattre les extrémismes, elle a donné son nom au Prix de la Ligue belge des Droits de l'Homme, dont Nabela Benaïssa, sœur aînée de la petite Loubna assassinée, a été la première bénéficiaire. Un symbole d'infiniment humain...

## Sources

### Interviews

Entretiens avec l'auteur, avril 1997 ; entretiens avec José Gotovitch, 1973, 1974, CEGES ; André Darteville – Henri Orfinger, *À mon père résistant – Mémoires de résistance. 1<sup>ère</sup> partie : Le deuil et la trahison*, documentaire RTBF, 1995 ; entretien pour le Centre national des hautes Études juives (CNHEJ), s. d.

### Divers

« Justice et Barbarie 1940-1944 », dans *Juger*, n° 6-7, 1994, pp. 37-41 ; V. Teitelbaum, « Régine Orfinger : la justice et le cœur », dans *50 ans du Service Social Juif*, 1994 ; notes manuscrites d'Henri Orfinger datées du 9 décembre 1998 ; Chr. Schoune, « Régine Orfinger : le temps de la nouvelle résistance », dans *Le Soir 2000*, n° 23, supplément au *Soir* du 9 juin 1999, p. 4 ; A. Grauwels, « Régine Orfinger, avocate rebelle », dans *Points critiques*, n° 64, janvier 2001, p. 54 ; G.-H. Beauthier, « Les deuils judiciaires. Régine Orfinger, de toujours », dans *Le Journal des Tribunaux*, n° 6084, 8 février 2003, p. 122 ; M. Vandemeulebroucke, « Régine Orfinger est décédée », dans *Le Soir*, 2 janvier 2003, p. 4 ; « Régine Orfinger-Karlin », Éloge des avocats décédés au cours de l'année judiciaire 2002-2003, discours prononcé par le bâtonnier Jean Cruyplants le 17 mars 2004, dans *Lettre du Barreau*, n° 3, 2004, p. 206.

Régine Karlin-Orfinger est notamment l'auteur de

– « L'abbé Pierre a-t-il quelque chose à nous apprendre ? », dans *La Centrale*, n° 12, 1956, p. 4.

– « Une affaire Finaly belge », dans *La Revue Nouvelle*, XXVI-7, 1957, pp. 76-85.



**L'une des premières femmes inscrites au  
barreau d'Anvers.  
© Collection privée**



**Régine Karlin-Orfinger (1911-2002).**  
© Collection privée



**Une infatigable militante des Droits de l'Homme.**  
© Collection privée